Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

18 mars 2005
N°289 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

RETOURNEMENT DE SITUATION EN BOLIVIE

« La manière forte », l'option de Carlos D. Mesa

Élus sur un programme social et confirmé par référendum, le président de la Bolivie, Carlos D.Mesa, a multiplié les gestes symboliques pour satisfaire ses électeurs. Mais une fois venu le temps de la confrontation avec les grands intérêts économiques, il a changé de cap. Ayant désormais renoncé à défendre les intérêts du pays face aux multinationales, il doit faire face à des mouvements sociaux et a choisi de les réprimer.

page 2

Taïwan : nouvelle discorde franco-états-unienne

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Un éditorial vengeur du *Taipei Times* stigmatise les tentatives Françaises de lever l'embargo européen sur les ventes d'armes à la Chine. Il préconise une foule de mesures de rétorsion. Tout à sa rage, la rédaction du *Taipei Times* s'en prend *ad hominem* à la ministre française de la Défense qu'il insulte grossièrement. La question des ventes d'armes à Pékin est désormais l'un des trois sujets principaux de désaccord entre la France et les États-Unis.

page 6

REPÈRE : 17 MARS 2003

L'assassinat impuni de Rachel Corrie

Militante pacifiste états-unienne, la jeune Rachel Corrie est venu en Palestine pour participer aux actions non-violentes de l'International Solidarity Movement, notamment contre les destructions de maisons palestiniennes par l'armée israélienne le long de la frontière égyptienne. La stratégie consiste à se tenir par la main, debout face aux bulldozers et à interpeller les conducteurs des engins. Le 17 mars 2003, Rachel Corrie, vêtue d'une veste fluo et portant un mégaphone parlemente pendant deux heures avec le conducteur d'un bulldozer. Soudain celui-ci met en route son véhicule et écrase à deux reprises la jeune femme, qui meurt sur le coup. L'armée prétendra qu'il s'agit d'un regretable accident et que le conducteur ne l'avait pas vue. Aucune enquête ne sera dilligentée et le gouvernement US n'aura aucune réaction. Bill O'Reilly, thuriféraire néo-conservateur de Fox News se moquera de Rachel en disant : « *Elle s'est mise devant un bull et s'étonne de se faire écraser, il faut dire que c'était une blonde, communiste et blonde, on ne va pas pleurer...* ». Source : RachelCorrie.Org. ■

À L'ONU, LE PÉROU PROPOSE DE SUPPRIMER L'ACTUELLE COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Le ministre péruvien des Relations extérieures, Manuel Rodriguez-Cuadros, a présenté, le 14 mars 2005 à Genève, les propositions de son gouvernement pour une réforme de la Commission des Droits de l'homme de l'ONU. Suite à ses critiques du sort réservé aux Palestiniens et aux prisonniers de Guantanamo, celle-ci est en effet devenue une bête noire pour Washington et Tel-Aviv qui, après avoir tenté d'en discréditer les membres, en souhaitent ouvertement la dissolution. Aussi le Pérou propose, ni plus, ni moins, de « réformer » cette Commission de sorte qu'elle ne soit plus composée de représentants des États, mais « d'experts ». Transformée en instance bureaucratique, elle perdrait toute légitimité politique et cesserait d'importuner néo-conservateurs et likoudniks. ■

Retournement de situation en Bolivie

« La manière forte », l'option de Carlos D. Mesa

Élus sur un programme social et confirmé par référendum, le président de la Bolivie, Carlos D.Mesa, a multiplié les gestes symboliques pour satisfaire ses électeurs. Mais une fois venu le temps de la confrontation avec les grands intérêts économiques, il a changé de cap. Ayant désormais renoncé à défendre les intérêts du pays face aux multinationales, il doit faire face à des mouvements sociaux et a choisi de les réprimer.

Lire cet article en

Español

Il est bien loin, le timide vice-président qui avait pris ses distances avec le gouvernement de Gonzalo Sánchez de Lozada après qu'on lui eût demandé s'il était disposé à tuer. Aujourd'hui, le président Carlos Mesa a décidé de faire face aux mobilisations sociales par la répression, la confrontation sociale et la criminalisation des protestations.

Ce pari sur la manière forte est dû à son impossibilité d'apporter des réponses politiques aux exigences populaires qui l'ont porté à la présidence en octobre 2003, notamment par l'approbation d'une nouvelle Loi sur les hydrocarbures qui élèverait l'impôt dû par les compagnies pétrolières ; mandat populaire qui a

été soumis à référendum convoqué par le même Mesa en juin 2004.

Investi d'une nouvelle « légitimité », accordée par les partis de droite qui ont pactisé entre eux pour lui laisser le champ libre, au Parlement, afin de faire approuver les lois qu'il souhaite et par les classes moyennes qui sont descendues dans la rue pour lui exprimer leur appui. Résultat, Mesa n'est même plus pris de doutes quant au recours à la violence pour faire taire les protestations. Hier, un barrage routier mis en place par des chauffeurs de Santa Cruz a été levé suite à l'intervention de détachements policiers qui ont frappé les manifestants et détruit les vitres de leurs véhicules

C'est donc la situation actuelle en Bolivie après que, lundi dernier, Carlos Mesa a soumis sa démission au congrès. Dans un long discours à la nation (émis le dimanche 6), Mesa a expliqué qu'il était obligé de prendre cette décision en raison des protestations sociales qui avaient gagné tout le pays. Il en a aussi profité pour accuser les leaders sociaux tels que Evo Morales (député du MAS) et Abel Mamani (comités de quartiers) de le déstabiliser et de l'empêcher de gouverner.

Toutefois, peu de temps après, les véritables motivations de Mesa et de ses menaces de démission sont apparues au grand jour : son indisposition totale à s'opposer aux entreprises pétrolières transnationales qui, depuis la privatisation organisée par Gonzalo Sánchez de Lozada (1993-1997) jouissent d'avantages économiques mirobolants pour l'exploitation du pétrole bolivien.

Gaz, eau, le FMI et Suez

L'exigence d'une nouvelle loi sur les hydrocarbures, qui élève les impôts des transnationales du pétrole à hauteur de 50 % pour ce qui est des taxes, est une des principales demandes de « l'agenda d'octobre », qui a résulté des mobilisations de 2003 connues comme « La guerre du gaz » et qui ont abouti à la chute et la fuite de Gonzalo Sánchez de Lozada. En prêtant serment en tant que président, Mesa s'était engagé mettre en œuvre cette mesure.

Un autre des conflits sociaux auxquels fait face Mesa est celui relatif à la gestion de l'eau par l'entreprise Eaux de l'Illimani (filiale du groupe français Suez) à la La Paz et à El Alto. Après une vague de protestations à El Alto, le gouvernement a émis un décret pour rompre le contrat avec les Eaux de l'Illimani, arguant que le contrat n'a pas été honoré, que les prix ont fait l'objet d'une hausse injustifiée, et une négligence au moment d'étendre les services vers les secteurs de la population les plus pauvres.

Toutefois, le week-end dernier Carlos Mesa a fait machine arrière, et dans un long discours il a affirmé ne pas être disposé ni à approuver une loi qui le conduirait à s'opposer au compagnies pétrolières, au FMI et la Communauté internationale, ni à "botter le cul" (sic) des Eaux de l'Illimani. En contradiction totale avec le mandat issu du referendum qu'il a instrumentalisé, et en vidant de son contenu le décret sur la gestion de l'eau.

Le mot du président

Ces « contradictions » ; ou « ambiguïtés » dans l'action de Mesa, font partie de sa politique gouvernementale depuis qu'il assume la présidence. Satisfaire la population sur le plan symbolique (discours, décrets, referendum...) et dans la pratique maintenir le cap politique de défense des transnationales.

En octobre 2003, lors de sa prise de fonctions, il avait déjà prononcé un discours dans lequel il se montrait ouvert aux changements que la société exigeait et s'était engagé à mettre en oeuvre « l'agenda d'octobre », qui inclut, entre autres, la nationalisation du gaz et la convocation d'une l'Assemblée Constituante ; mais aussi à être un président de transition dont le mandat devait justement expirer après que l'Assemblée ait défini le nouveau cap que prendrait le pays.

Quelques mois plus tard, dans son allocution du nouvel an (1 janvier 2004), son discours s'est transformé. Il a rendu responsable les protestations sociales d'empêcher le progrès économique du pays, il a reconsidéré sa position sur la question des hydrocarbures et laissé clairement entendre qu'il allait gouverner jusqu'à la fin du mandat hérité de Sánchez de Lozada. Quelques mois plus tard, avec la ferme intention de conclure une fois pour toutes le problème des hydrocarbures, il a lancé un referendum. Le résultat qu'il escomptait fut quelque peu contrarié du fait que, pour pouvoir légitimer la consultation, il a été contraint de pactiser avec le MAS, parti qui en échange de son appui a exigé l'inclusion de deux questions qui renvoyaient en partie à l'agenda d'octobre.

Renaissance populaire

En dépit des appuis obtenus par Mesa, sa menace de démission n'a pas permis de désarticuler le mouvement populaire. Au contraire, l'accord de Mesa avec les partis de droite a eu pour effet d'unifier les différents secteurs sociaux et leurs revendications en un seul bloc. La Centrale Ouvrière de Bolivie, la Confédération Syndicale Unique de Travailleurs paysans de la Bolivie et le MAS, avec 10 autres groupes sociaux, ont signé ce matin un accord pour exiger l'approbation d'une nouvelle Loi sur les hydrocarbures, qui élève les taxes pétrolières de 18 à 50 pour cent, la convocation d'une Assemblée Constituante et de rompre le contrat avec les Eaux de l'Illimani.

Face à cette situation nouvelle, Mesa prétend se servir une fois de plus de sa rhétorique mêlant habilement accusation avec réconciliation. Ainsi, il a demandé pardon à Evo Morales pour l'avoir fustigé dans son discours (bien qu'il ne se rétracte pas de ses accusations). Morales, pour qui des excuses étaient une des conditions pour renouer le dialogue, a précisé que, dialogue ou pas, la loi d'hydrocarbures et la hausse des taxes à 50 % ne sont pas négociables.

Parallèlement à ses appels à la réconciliation, Mesa a aussi choisi d'utiliser la confrontation sociale pour délégitimer et désarticuler les protestations. Avec sa stratégie de criminalisation des mobilisations et ses appels aux citoyens, les enjoignant à se mobiliser contre les manifestants aux barrages routiers, cela a pour résultat de polariser la population. Pire encore, il réactive les sentiments

de classe en opposant ceux qui ont une certaine stabilité économique et des intérêts à protéger contre ceux qui n'ont rien. Ceux qui ont de l'eau contre ceux qui n'en ont pas.

Sergio Cáceres

Cofondateur du bimensuel bolivien El Juguete Rabioso.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

FOCUS

Taïwan : nouvelle discorde franco- états-unienne

Analyse

Les dirigeants états-uniens affirmaient qu'une fenêtre de négociations s'ouvrait en Palestine à l'occasion de la mort de Yasser Arafat. C'est au contraire à un durcissement des positions israéliennes que l'on assiste.

Le travailliste Shlomo Ben-Ami propose dans *Ha'aretz* d'en revenir aux accords d'Oslo tel qu'il les a compris : Israël retournerait aux frontières de 1967 et les Palestiniens renonceraient au « droit au retour ». Au passage, il admet que, compte tenu de l'expérience passée, les Palestiniens ont raison d'exiger des précisions sur les frontières définitives de leur futur État avant de s'engager plus loin dans la négociation.

Cependant, on ne voit pas comment résoudre ce problème : en droit international le « droit au retour » est inaliénable, c'est-à-dire qu'il n'est pas négociable. Si des dirigeants palestiniens signaient un Traité à ce sujet, il pourrait donc être légitimement remis en cause par la génération suivante.

Amnon Rubinstein, le fondateur du Shinuï, tente une autre approche de la question. Il estime, dans le *Jerusalem Post*, que si « droit au retour » il devait y avoir, cela priverait les Juifs de leur État. Il en conclut que cette exigence est raciste. Un raisonnement étrange que l'on n'ose pas appliquer à d'autres situations.

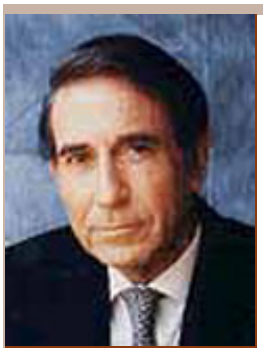
De son côté, Michael Freund dénonce dans le même quotidien le dernier discours de George W. Bush. Le président états-unien a en effet réitéré son engagement pour la solution à deux États en Israël/Palestine. Pour le conseiller likoudnik, c'est une trahison. Aussi en appelle-t-il aux chrétiens fondamentalistes, qui forment l'électorat de M. Bush. Il s'adresse à eux en employant leur langage : selon la Bible, Israël a été donné par Dieu aux Juifs, et aucun passage du Livre sacré ne mentionne les Palestiniens, ni l'Autorité palestinienne. La messe est dite.

La Palestine n'est pas le seul sujet sur lequel le ton monte. Un éditorial vengeur du *Taipei Times* soulève une foule de commentaires approbateurs à Taïwan. Non signé, il engage l'ensemble de la rédaction du quotidien de Formose. Stigmatisant les tentatives de la France pour lever l'embargo européens sur les ventes d'armes à la Chine populaire, il préconise une foule de mesures de rétorsion, à la fois contre les autorités françaises, les entreprises, et les individus. Tout à sa rage, la rédaction du Taipei Times s'en prend *ad hominem* à la ministre française de la Défense qu'il insulte grossièrement.
Contacté par notre rédaction, le service de presse de Madame Alliot-Marie nous a déclaré ne pas souhaiter répondre à cette provocation.
Si l'on peut comprendre l'émoi des Taïwanais, on doit aussi s'interroger sur ce type de propos et sur l'identité de ceux qui les inspirent. La question des ventes d'armes à Pékin est désormais l'un des trois sujets principaux de désaccord entre la France et les États-Unis. Si M. Bush a évité d'exprimer publiquement sa colère, il n'aura pas manqué d'exciter les membres du Congrès et de faire tonner la presse taïwanaise.
Pour sa part, l'expert républicain David M. Lampton tente de calmer cette hystérie. Dans le *Boston Globe* et l'*International Herald Tribune*, il minimise le « péril jaune ». Le défi chinois, écrit-il, n'est pas d'ordre militaire, mais économique et technologique. C'est ainsi qu'il faut comprendre par exemple l'investissement spatial de Pékin. Manquer de sang-froid et se tromper d'analyse pourrait conduire à bien des désastres.

Dans le quotidien russophone letton, *Telegraf*, le ministre des Affaires étrangères letton, Artis Pabriks, répond aux inquiétudes soulevées par la manifestations des Waffen SS à Riga et par la publication d'un ouvrage négationniste par la présidente de la République. Tout cela ne serait que méprise. La Lettonie reste démocratique, mais elle tente maladroitement de faire reconnaître la souffrance qu'elle a éprouvée pendant l'occupation soviétique.
Or, c'est bien là une des clefs du problème : Riga considère les nazis comme des héros qui délivrèrent le pays de l'occupation soviétique, alors même que cette occupation était le fruit d'un partage de l'Europe auquel aussi bien les démocraties occidentales que l'Allemagne nazie participèrent. En outre, tout cela ne ressort pas de la simple maladresse comme le montre le ministre en affirmant que, de toute manière, on ignore encore trop de choses pour pouvoir connaître la vérité sur cette époque. Tout au plus concède-t-il, en guise d'excuses, qu'en présentant le camps de Salaspils (90 000 personnes furent assassinées), ont aurait dû reproduire l'expression « camp de correction par la travail » entre guillemets.
Quoi qu'il en soit, les mots d'apaisement de M. Pabriks ne valent pas grand-chose quand d'autres membres de son gouvernement multiplient les provocations. Dans la revue russe *Regnum*, le docteur Viktor Konstantinovitch Kalnberz se penche sur le cas du ministre letton de la Défense, Einars Repse. Oubliant que celui-ci avait dû renoncer à diverses fonctions pour cause de corruption trop voyante, il s'intéresse à son passé psychiatrique qui lui valut d'être réformé de l'Armée rouge. Aussi, notant qu'il faut passer une visite médicale pour obtenir un simple permis de port d'arme, il se demande s'il ne conviendrait pas de l'expertiser avant de lui laisser la maîtrise de l'armée lettone.

Réseau Voltaire

Shlomo Ben-Ami



Shlomo Ben-Ami a été ministre des Affaires étrangères travailliste dans le gouvernement d'Ehud Barak. Il a participé aux négociations de Camp David en 2000 et dirigeait l'équipe de négociation israélienne à Taba.

« Revenir aux obstacles d'Oslo »

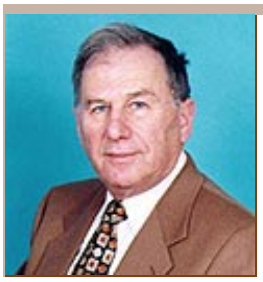
Source : Ha'aretz
Référence : « Back to Oslo's obstacles », par Shlomo Ben-Ami, *Ha'aretz*, 17 mars 2005.

Un État palestinien avec des frontières provisoires est une option problématique de la « feuille de route » et les Palestiniens la rejette. Quand, dans le premier gouvernement d'Ariel Sharon, Shimon Peres a proposé un État provisoire, le Premier ministre palestinien Ahmed Qoreï a rejeté la proposition à moins que cela ne s'accompagne d'un accord sur les frontières futures. Cela illustre ce que les Palestiniens ont retenu des accords d'Oslo et la position de Mahmoud Abbas dans la prochaine étape de la feuille de route.

Suite à ce qui s'est passé à Oslo, les Palestiniens voient toutes les frontières provisoires comme des pièges. On ne peut pas leur donner tort. Depuis 1967, nous avons toujours tourné la réalité du terrain à notre avantage. C'est pour cela qu'Abbas demande à la communauté internationale de passer directement à l'accord final après le retrait de Gaza.

De notre côté, notons qu'un des principaux mirages des accords d'Oslo a été de croire qu'établir une Autorité palestinienne allait permettre de constituer un dialogue bilatéral civilisé sans que personne ne remette en cause toutes les règles ; c'est pourtant ce qu'a fait l'Autorité palestinienne en déclenchant l'Intifada. Mahmoud Abbas est plus pragmatique qu'Arafat, mais il a les mêmes buts. Israël n'a rien à gagner à faire traîne les discussions. Il faut une solution définitive sur les critères de Bill Clinton : un retour aux frontières de 1967 et un rejet du droit au retour.

Amnon Rubinstein



Journaliste et juriste israélien, Amnon Rubinstein est député à la Knesset. Il a été ministre de la Communication (1984-1988) et il est fondateur du Shinui, un parti israélien dont la spécificité est de se définir comme laïque. Il est chroniqueur régulier pour *Ha'aretz*.

« Il n'y a pas de « droit » au retour »

Source : Jerusalem Post
Référence : « There is no 'right' of return », par Amnon Rubinstein, *Jerusalem Post*, 16 mars 2005.

Toutes les autorités politiques et judiciaires d'Israël sont penchées sur une même question ? Israël peut-il agir pour conserver sa majorité juive et quels moyens employer ? Cette question ne se pose pas pour le Grand Israël où il est clair que nous ne pourrons pas rester majoritaires. C'est dans les frontières du petit Israël qu'elle se pose en raison des différences démographiques entre citoyens arabes et juifs et du fort déclin de l'immigration juive. Le fait même que nous en discutions offense les Arabes, mais nous le faisons à cause de l'Autorité palestinienne qui ne cesse d'exiger un droit au retour pour les descendants des réfugiés.

L'intention des Palestiniens avec cette demande est clairement de détruire Israël en installant une majorité arabe sur le pays. Cette réclamation constante met en péril la traditionnelle exigence de la gauche israélienne : « deux États pour deux peuples » en y substituant une situation qui créerait deux États pour un seul peuple. Si cette situation avait lieu, elle anéantirait le droit à l'autodétermination du peuple juif. C'est donc une demande raciste et ressentie comme telle par les juifs du monde entier. Il n'est certainement pas facile d'être un Arabe dans un pays à majorité juive, mais c'est une situation préférable à être membre d'une majorité dans une dictature meurtrière comme la Syrie.

On ne peut pas avoir un Grand Israël à la fois juif et démocratique. Dans un État nation, la majorité nationale a le droit de sauvegarder son existence et l'identité de son État et en échange, la minorité a le droit de défendre son identité propre et de ne pas être assimilée. Une majorité a le droit d'agir pour maintenir son identité sur le pays et c'est d'autant plus vrai pour les juifs car ils n'ont pas d'autre État où se rendre. C'est en vertu de ce droit que les États régulent leur immigration et qu'Israël a le droit de rejeter le « droit » au retour. Le principe doit être : les juifs et les Arabes ont les mêmes droits en Israël, mais ce sont les juifs qui décident qui entre dans le territoire.

Michael Freund

Michael Freund a été sous-directeur à la communication et au planning politique dans le cabinet de l'ancien Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu.

« Appel à tous les chrétiens »

Source : Jerusalem Post
Référence : « Calling all Christians », par Michael Freund, *Jerusalem Post*, 16 mars 2005.

George W. Bush a-t-il raté des pages de la Bible ? dans son discours de la semaine dernière à la National Defense University, le président états-unien a rappelé sa volonté de voir la création de deux États : Israël et la Palestine. Ce dernier État doit avoir, selon lui, une continuité territoriale. Cet engagement n'est pas nouveau. Toutefois, il est remarquable qu'un homme si engagé dans la foi chrétienne et dans les croyances bibliques puisse ne pas se rendre compte de la contradiction entre sa politique et la Bible.
Comment le chrétien le plus dévot qu'ait abrité la Maison-Blanche depuis des décennies peut-il oublier que la Terre promise a été donnée aux juifs par Dieu ? Je ne suis ni théologien, ni chrétien, mais je sais que le mot Palestine ou Palestinien n'apparaît pas dans le Nouveau Testament. Jésus était un juif, comme ceux qu'on appelle aujourd'hui « colons », dans une terre donnée aux juifs par Dieu. Bush a été un grand ami d'Israël, mais sa position sur ce point est incompréhensible compte tenu de sa foi et de sa politique contre le terrorisme. Comment expliquer qu'il veuille aujourd'hui créer un État qui serait un refuge pour le Hamas ?
Les chrétiens américains doivent se mobiliser et doivent faire trois choses : protester, faire pression et prier. Ils ne peuvent pas attendre que les juifs américains, trop divisés, prennent la tête du mouvement. Les chrétiens américains doivent descendre dans la rue et refuser la division de la terre promise. Ils doivent envoyer à la Maison-Blanche un grand nombre de fax, de lettres, de coup de fils et d'e-mail et ils doivent prier.

la rédaction du Taipei Times

« La perfidie française doit être défiée »

Source : Taipei Times
Référence : « French perfidy must be challenged », par la rédaction du *Taipei Times*, *Taipei Times*, 14 mars 2005. Cet éditorial a été suivi le 15 mars par la publication d'une série de lettres de lecteurs, pour la plupart approuvant le fond du propos.

Alors que la France essaye de pousser le reste de l'Union européenne à abandonner l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine, les lecteurs devraient se souvenir de Christine Deviers-Joncour. Après avoir été la maîtresse de Roland Dumas et avoir joué un rôle dans la vente des frégates Lafayette à

Taïwan dans les années 90, elle avait écrit un livre relatant son histoire où elle se désignait elle même comme étant « *La Putain de la République* ». Le droit à ce titre pourrait aujourd'hui lui être contesté par Michelle Alliot-Marie. La ministre de la Défense française a affirmé la semaine dernière que la France avait les règles les plus strictes du monde en matière de vente d'armes, mais comme l'a un jour déclaré Fran Lebowitz : « Pour les Français, mentir c'est simplement parler ».

À Taïwan, nous connaissons les ventes d'armes françaises, ces accords où tous les intermédiaires détournent l'argent des contribuables. Aujourd'hui, la France veut vendre des armes à une tyrannie [la Chine populaire] au dépend d'une démocratie libérale [Taïwan] qui pourrait être sacrifiée pour enrichir les marchands de mort français et leurs amis politiciens. Le président Chen Sui Ban aurait dû condamner la France bien plus vigoureusement qu'il ne l'a fait. La France est presque le seul pays en Europe, avec le faible appui allemand, à faire pression pour la levée de l'embargo. Nous devons sévir contre elle.

Il faut rendre les visas payants, fermer les instituts culturels, refuser la scolarisation des étudiants français, refuser de renouveler les cartes de résidence des Français et rejeter tout document officiel authentifié par le gouvernement français. Nous devons également doubler les taux d'imposition aux douanes sur les produits français. S'ils ripostent en faisant la même chose importe peu. Ils se passeront moins facilement de notre technologie que nous de leurs sacs Vuiton !

David M. Lampton

Ancien spécialiste de la Chine à l'American Enterprise Institute, David M. Lampton est directeur des études chinoises à la School of Advanced International Studies de la Johns Hopkins University et au Nixon Center.

« Le défi chinois »

Source : International Herald Tribune
, The Boston Globe
Référence : « The China challenge », par David M. Lampton, *Boston Globe*, 13 mars 2005.
« Don't get mad, get cracking », *International Herald Tribune*, 16 mars 2005.

Le lancement du Spoutnik soviétique en 1957 marqua le réveil des Américains : ils ne pouvaient pas compter sur leur supériorité militaire et technologique comme un fait acquis. La Chine fait aujourd'hui le même effet que le Spoutnik soviétique, mais les défis sont différents et les possibilités bien plus positives. Les Spoutniks étaient un défi militaire, tandis que la Chine est un défi multidimensionnel qui peut amener les États-Unis à s'adapter et à progresser en se réformant et en prenant des mesures positives.

L'exemple chinois peut conduire les États-Unis à revoir leur priorité entre les économies, les investissements et la consommation. Nous devons également nous inspirer de la formation technique des jeunes Chinois. L'espérance de vie des Chinois est de 71 ans contre 77 ans aux États-Unis. Pour parvenir à ce résultat, les Chinois dépensent 5,5 % de leur PIB et nous 13,3 %, ce chiffre ne cessant de monter. Cela ne veut pas dire que nous devons arriver au niveau de dépense de soin des Chinois, mais qu'il faut contrôler les dépenses de santé si on veut être compétitifs.

Les Chinois développent leur défense et ont un programme spatial impressionnant. Cela vise à conserver une force de dissuasion nucléaire et à dissuader les États-Unis de s'immiscer dans un conflit entre la Chine continentale et Taïwan. Toutefois, au-delà de Taïwan, la situation de la sécurité en Asie a moins changé du fait de la puissance militaire chinoise que de la dépendance croissante des économies de la région vis-à-vis de la Chine. Les pays de la région, qui sont nos alliés depuis la Seconde Guerre mondiale, cherchent donc à éviter toute friction avec Pékin. C'est également dans ce sens qu'il faut analyser la levée de l'embargo sur les armes en direction de la Chine de l'Union européenne.

La monté en puissance de ce pays est un défi intellectuel et économique, pas militaire. Ce serait un erreur de le comprendre ainsi.

Artis Pabriks

Artis Pabriks est ministre des Affaires étrangères de Lettonie. Il est l'un des fondateurs du parti *Tautas Partija*.

« Il faut reconnaître le passé et aller de l'avant. Personnellement je suis prêt »

Source : Telegraf

Référence : « •••• •••••••• ••••••• • •••• ••••••. ••••• • • ••••• ••••• », par Artis Pabriks, *Telegraf*, 14 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

La commémoration de la victoire sur le fascisme est louable en elle-même, mais le découpage historique n'est pas semblable pour les pays baltes et pour le reste de l'Europe. Les autres pays ont pu se réjouir de la victoire sur le nazisme pendant 50 ans et hisser leur drapeau national chaque 8 mai. La Lettonie, la Lituanie et l'Estonie ont été privées de cette indépendance, c'est l'URSS qui en est responsable, d'où notre sentiment partagé à propos de cette date : d'un côté c'est un jour de victoire, mais de l'autre, c'est le début de l'occupation. Je sais que la Russie n'est pas l'URSS, mais elle en est l'héritière juridique. L'Allemagne a pu faire un travail de réflexion intense sur son passé contrairement à la Russie.

Il faut être deux pour danser. Il y a de nombreuses positions sur lesquelles nous ne pouvons pas revenir, nous n'accepterons jamais de dire que la Lettonie a rejoint de son plein gré l'URSS. Il s'agit d'occupation, d'incorporation, d'annexion. Ce que nous attendons de la Russie, c'est qu'elle dise : ce que l'URSS a fait aux pays baltes est criminel et nous le condamnons. Willy Brandt n'était pas un nazi, mais il s'est excusé pour ce qui c'est passé sur son sol. Beaucoup de politiciens russes ne considèrent pas la Lettonie comme un partenaire à part entière et cela m'inquiète. Il y a longtemps que nous devrions avoir des échanges sans arrière-pensées. Nous devons régler les problèmes sans politiser le dialogue, en construisant une relation pragmatique, comme deux individus censés. Il y a des gens qui compliquent la situation par leurs déclarations, mais ils ne participent pas à la prise de décision politique. Je ne sais pas si notre présidente va déposer des fleurs sur un monument précis à Moscou le 9 mai, nous ne sommes pas là pour gâcher cette journée. Nous en parlons maintenant, nous sommes gênés par certains politiciens russes qui

disent qu'il n'y a pas eu d'occupation. Nous avons reçu des lettres de Jacques Chirac et Tony Blair, entre autres, qui soutiennent notre position à 100 %. Il n'est pas impossible que les États-Unis se joignent à notre demande d'excuses à la Russie, un parlementaire l'a déclaré.

Nous n'avons que deux clauses à ajouter avant de ratifier la Convention sur les minorités nationales. Celle concernant les noms de rues, nous ne voulons pas revenir au temps de l'URSS où tous les noms étaient en double. Pour ce qui est du bilinguisme total, nous pensons qu'il mettrait en danger la langue lettone. Je me suis fixé pour but en entrant au ministère de supprimer les visas entre notre pays et les États-Unis, le Canada et la Nouvelle-Zélande. Je n'ai pas lu le livre sur l'histoire de la Lettonie au XXème siècle qui a tant fait parler de lui. J'ai lu les pages où il est question du camp de Salaspils, il est bien présenté comme un camp de concentration, peut-être simplement que la légende de la photo aurait mérité des guillemets. Nous ne controlons pas tout ce que les historiens écrivent et de toutes façons les archives soviétiques sont fermées, comment écrire la vérité ?

Viktor Kalnberz

Ancien chirurgien de renommée internationale, Viktor Konstantinovich Kalnberz est académicien letton russophone. Il a été député du Soviet suprême de 1975 à 1990.

« Faites attention aux ministres de la Défense qui ont un passé psychiatrique ! »

Source : Regnum.ru

Référence : « ••••••••••• ••••••••• ••••••• •• ••••••••• •• •••••••••••••• », par Viktor Kalnberz, *Regnum.ru*, 17 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Il ne faut pas accepter de laisser transformer la Lettonie en un État policier, dirigé par la junte de M. Repché [1] qui ne répond de rien parce qu'il a un passé psychiatrique depuis son plus jeune âge. S'il fait n'importe quoi au gouvernement, il pourra toujours présenter son dossier médical pour se disculper. C'est inacceptable. Comme médecin, j'ai étudié toutes les maladies, mais je ne suis pas habilité à établir un diagnostic psychiatrique. D'après ce que je sais, M. Repché n'a pas été accepté au sein de l'Armée rouge, le service psychiatrique l'a dispensé de service. Les services de sécurité m'ont confirmé cette version. Repché prétend que le certificat était fictif, qu'il était en bonne santé, mais voulait échapper à l'armée. C'est facile à faire pour des pieds plats, mais je connais mes collègues psychiatres et ils ne délivrent pas ce genre de certificat de complaisance pour un diagnostic de spécialiste qui reste toute une vie. Si jamais le dossier a disparu, il y a des gens qui l'ont consulté et qui peuvent témoigner, je ne les nommerai pas, je ne sais pas comment ils réagiraient si on le leur demandait.

Après l'attentat contre Léonid Brejnev, il s'est avéré que l'auteur, Viktor Iline était connu comme malade mental, on l'a considéré comme un terroriste solitaire et il a été envoyé dans un asile psychiatrique. Il est toujours vivant et n'a jamais été condamné. Il faut se méfier des gens qui ont un dossier psychiatrique. Je suis détenteur d'un permis de port d'arme et bien que je sois

médecin, infirmier, etc....j'ai du subir des expertises notamment psychiatriques, cela signifie qu'ils consultent toutes les archives lors de cette visite et que s'ils avaient eu un doute sur une période de ma vie, ils ne m'auraient pas accordé le permis. J'ai une autorisation pour un ou deux pistolets. Le ministre de la Défense en a une pour des tanks, des missiles, des hélicoptères, etc....Il me semble que même s'il ne bénéficie pas d'un permis individuel de port d'arme, il devrait subir une expertise car il a sous sa responsabilité des armes bien plus puissantes qu'un pistolet.

---

[1] leader du parti Novoe Vremya et ministre de la Défense letton

RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux
www.reseauvoltaire.net/forum.html